

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Chine & Mongolie

Une publication du SER de Pékin
Semaine du 09 mars 2026

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Inflation : en février, la hausse des prix à la consommation (IPC) et le ralentissement de la baisse des prix à la production (IPP) se confirment

Banque et Finance [\(ici\)](#)

Marchés financiers : les marchés financiers résistent cette semaine, tandis que le CNY poursuit son appréciation, malgré le conflit au Moyen-Orient

Échange et politique commerciale [\(ici\)](#)

Commerce extérieur : la Chine publie un Position Paper sur la réforme de l'OMC

Commerce extérieur : progression des exportations et importations chinoises au début de l'année 2026

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Automobile : le constructeur chinois Chery ouvre un centre de R&D en France

Intelligence artificielle : après son adoption en masse, l'agence nationale de cybersécurité alerte sur les risques liés au déploiement d'OpenClaw

Semi-conducteurs : la NDRC alerte sur la hausse des prix des puces mémoires

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Environnement : adoption du Code de l'environnement chinois

Actualités locales [\(ici\)](#)

Delta du Yangté : pilier majeur des 80 clusters nationaux de fabrication avancée, le Delta du Yangtsé opérationnalise ces dispositifs

Sichuan : La gestion des batteries de véhicules électriques en fin de vie devient un enjeu majeur

Hong Kong et Macao

Hong Kong [\(ici\)](#)

15e Plan quinquennal chinois : Pékin confie à Hong Kong la mission de renforcer son rôle de centre financier international

Tensions géopolitiques : CK Hutchison réclame 2 Mds USD au Panama

Marché boursier : vers un allongement des heures de négociation pour rester compétitif

Marché du travail : le durcissement des régulateurs pousse des banques à se retirer de l'introduction en bourse de Semi-Tech Group

Macao [\(ici\)](#)

Diversification économique : Macao dévoile sa stratégie de développement dans le cadre des deux sessions

Taïwan [\(ici\)](#)

Marché boursier : le cours du TAIEX regagne du terrain après une baisse de 9 % en réaction au déclenchement de la guerre en Iran

Conflit au Moyen-Orient : mesures du gouvernement taiwanais de contrôle des prix de l'énergie

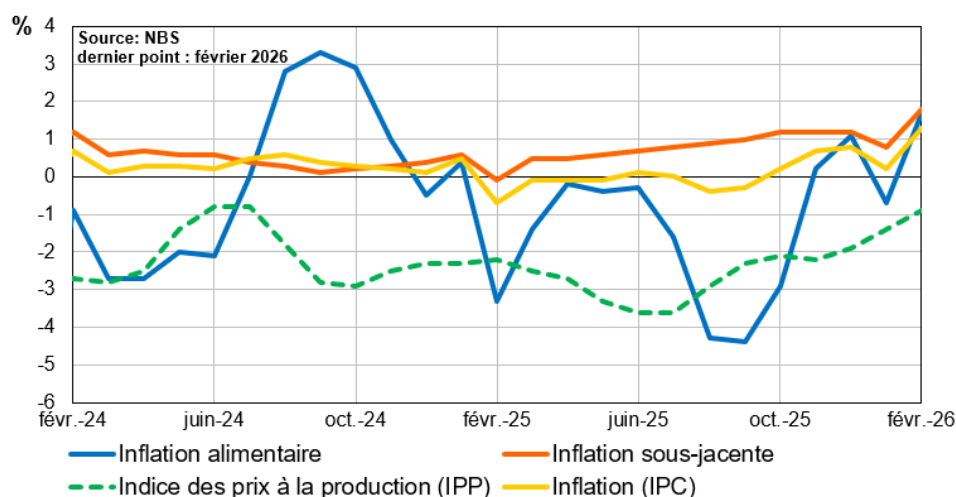
Mesures tarifaires : Taïwan est visé par une nouvelle enquête tarifaire américaine aux côtés de 15 autres économies

Chine continentale

Conjoncture

Inflation : en février, la hausse des prix à la consommation (IPC) et le ralentissement de la baisse des prix à la production (IPP) se confirment

Indicateurs d'inflation (en % en g.a.)



En février, les prix à la consommation progressent de +1,3 % en g.a., après +0,2 % en janvier. L'inflation sous-jacente (hors alimentation et énergie) augmente également à + 1,8 %, poursuivant sa tendance haussière. Les prix alimentaires progressent également (+ 1,7 %, après - 0,7 % en janvier), en lien avec l'augmentation des prix des légumes (+ 10,9 %) et des produits aquatiques (+ 6,1 %). Les prix des transports et des communications sont toujours en territoire négatif (-0,7 %), tandis que les prix des services augmentent à + 1,6 %.

L'accélération des prix à la consommation observée en février s'explique essentiellement par un effet « nouvel an chinois » qui est associé une période de très forte consommation.

Les prix à la production continuent de diminuer, pour le 41^{ème} mois consécutif, mais toujours plus lentement (- 0,9 % en février en g.a., après - 1,4 % en janvier).

Retour au sommaire [ici](#)

Banque et Finance

Marchés financiers : les marchés financiers résistent cette semaine, tandis que le CNY poursuit son appréciation, malgré le conflit au Moyen-Orient

Malgré le conflit en cours au Moyen-Orient, les marchés financiers chinois résistent bien. Le CSI 300, la moyenne pondérée des indices technologiques et le HSI ont respectivement progressé de +1,2 %, +3,3 % et +2,3 %. Dans le même temps, la hausse des prix du pétrole a provoqué une baisse de la plupart des indices mondiaux, particulièrement des indices asiatiques comme au Japon (- 7 %), en Corée du Sud (- 10 %) ou en Inde (- 5 %). Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette relative stabilité des indices chinois, parmi lesquels : i) la publication des orientations économiques 2026 à l'occasion des *Lianghui*, ii) la publication du projet du 15^{ème} plan quinquennal chinois, ou encore iii) la rencontre entre Xi Jinping et Donald Trump prévue à la fin du mois de mars.

Le CNY poursuit son appréciation vis-à-vis de l'USD et de l'EUR, contrastant une fois de plus avec les autres monnaies asiatiques, dont le YEN et le WON. Par ailleurs, la Banque centrale chinoise semble tolérer plus de flexibilité sur sa devise (corridor de +/- 2 % autour de la parité centrale de la PBoC), permettant de renforcer la confiance des investisseurs dans la devise et de limiter les mouvements brusques du CNY sur le marché des changes.

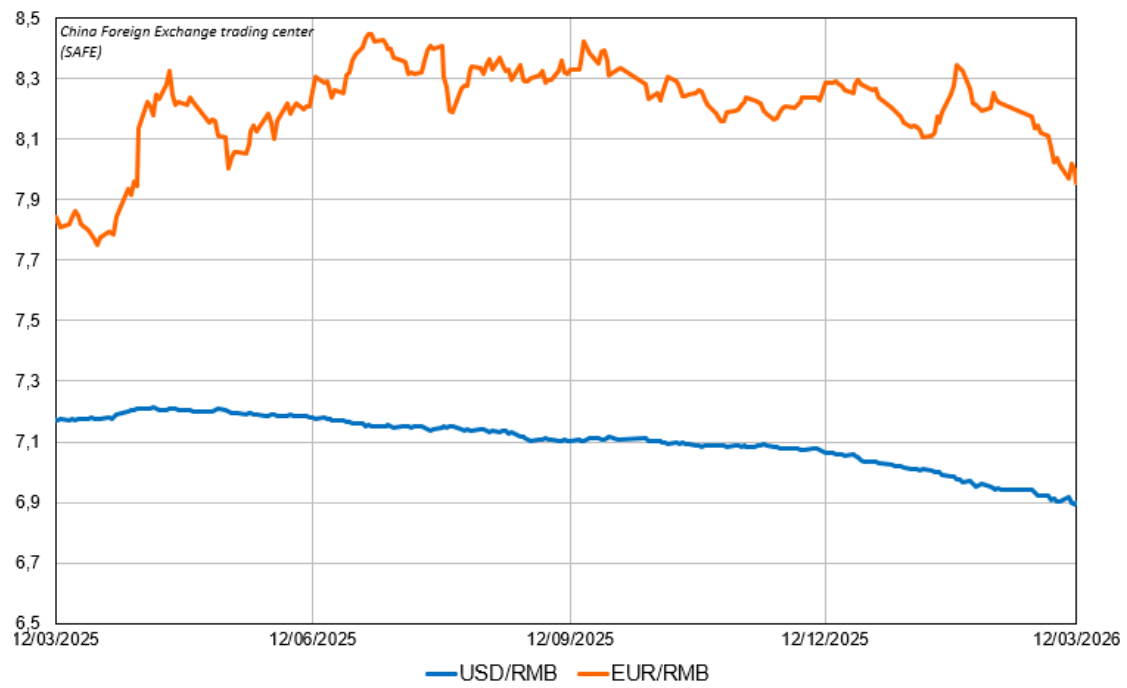
Evolution des indices boursiers : Chine continentale et Hong Kong

Evolutions	CSI 300	SSE	SZSE	Moyenne des indices technologiques	Chinext	Star 50	BSE 50	Hang Seng Index
Sur 7 jours	1,2%	2,7%	0,6%	3,3%	4,1%	-0,3%	0,0%	2,3%
Depuis début 2026	-0,3%	4,6%	2,7%	1,3%	1,7%	-0,2%	-2,7%	-2%

Evolution du CSI 300 depuis 3 ans



Evolution du change



Retour au sommaire [ici](#)

Échanges et politique commerciale

Commerce extérieur : la Chine publie un *Position Paper* sur la réforme de l'OMC

Le 17 février 2026, la Chine a [publié](#) un document de position sur la réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) intitulé « *China's Position Paper on WTO Reform under the Current Circumstances* ».

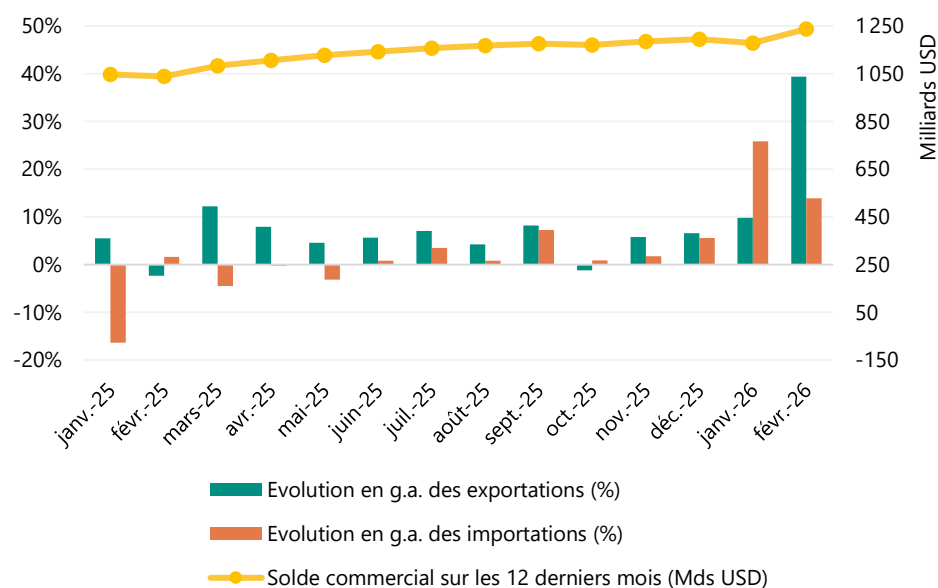
Elle y réaffirme son soutien au système commercial multilatéral fondé sur des règles et au rôle central de l'OMC dans la gouvernance du commerce international. La Chine appelle notamment à renforcer le mécanisme de règlement des différends, à préserver les principes fondamentaux de l'OMC – tels que la non-discrimination et le traitement spécial et différencié pour les pays en développement – et à s'opposer aux mesures commerciales unilatérales ainsi qu'aux restrictions invoquant la sécurité nationale.

Cette prise de position s'inscrit dans la perspective de la 14^{ème} conférence ministérielle de l'OMC et dans un contexte de tensions commerciales croissantes, la Chine se présentant comme défenseure du multilatéralisme commercial.

Commerce extérieur : progression des exportations et importations chinoises au début de l'année 2026

Selon les données des douanes chinoises (GACC), sur les deux premiers mois de 2026, les exportations et importations de la Chine ont connu une forte hausse de, respectivement, +22 % et +20 % en glissement annuel. Le solde commercial sur les 12 derniers mois surpasse ainsi les 1 200 Mds USD. Pour rappel, le solde commercial de la Chine vis-à-vis du reste du monde s'était établi à 1 200 Mds USD ([voir les brèves du SER de Pékin – semaine du 12 janvier 2026](#)).

Evolution en glissement annuel du commerce extérieur de la Chine



La progression des exportations chinoises entre janvier et février 2026 est particulièrement marquée à destination de l'ASEAN (+29 % en g.a.), Taiwan (+29 %) et l'UE (+28 %). S'agissant des importations chinoises, leur croissance est particulièrement marquée en provenance de Corée du Sud (+35 %), Taïwan (+19 %) et de l'ASEAN (+13 %). Les exportations et importations de puces ont notamment affiché une croissance soutenue (respectivement, +73 % et +40 % en g.a.). Cette performance s'explique en partie par un effet de base : après une constitution anticipée de stocks à la fin de l'année 2024, les échanges avaient fortement ralenti au début de l'année 2025.

Retour au sommaire [ici](#)

Industrie et numérique

Automobile : le constructeur chinois Chery ouvre un centre de R&D en France

Le 5^{ème} plus grand constructeur automobile chinois, Chery, a annoncé [l'ouverture](#) d'un centre de R&D à la Défense afin de préparer son expansion sur le marché européen. Ce centre sera dédié au développement de voitures citadines adaptées aux normes, usages et préférences des consommateurs européens.

Le groupe, qui a vendu 2,8 M. de véhicules en 2025 dont près de la moitié à l'exportation, commercialise déjà plusieurs modèles en Europe via ses marques Omoda et Jaecoo. En parallèle, Chery développe une présence industrielle en Espagne via une coentreprise avec la marque Ebro. En mars dernier, Chery avait annoncé un investissement d'1 Md USD pour la construction d'un site de production de véhicules électriques en Turquie, d'une capacité de production annuelle de 200 000 véhicules par an ([voir les Brèves du SER de Pékin – semaine du 24 mars 2025](#)).

Ces dernières années, plusieurs groupes chinois dont Chery, BYD, SAIC Motor via sa marque MG ou encore Leapmotor, qui s'est associé au groupe Stellantis, ont déjà amorcé leur expansion européenne.

Intelligence artificielle : après son adoption en masse, l'agence nationale de cybersécurité alerte sur les risques liés au déploiement d'OpenClaw

Le 10 mars 2026, une équipe dépendant de l'agence chinoise de la cybersécurité (CAC), a [mis en garde](#) contre les risques majeurs liés aux déploiements mal configurés d'OpenClaw, un agent d'intelligence artificielle (IA) open-source capable d'exécuter des tâches de manière autonome. Wei Liang, vice-président de l'Académie chinoise des technologies de l'information et des communications (CAICT), a relayé cet avertissement, appelant les agences gouvernementales, les entreprises et les particuliers à utiliser cet outil avec prudence.

OpenClaw [connait](#) en effet une certaine frénésie en Chine depuis quelques jours. Tencent Cloud, Alibaba Cloud, Baidu Cloud, et Volcano Engine (ByteDance) proposent l'installation rapide d'OpenClaw sur leurs plateformes. Tencent aurait même proposé, le 6 mars, le service de ses ingénieurs pour installer OpenClaw sur les appareils des usagers gratuitement aux abords de son siège. Le 10 mars, les actions de Tencent, ainsi que d'autres entreprises intégrant OpenClaw, [avaient](#) connu une forte hausse (+ 7,3 %). Les municipalités [commençaient](#) également à promouvoir l'agent IA, les villes de Shenzhen et de Wuxi auraient ainsi débloqué des

millions de yuans pour subventionner la création d'écosystèmes d'agents IA autour d'OpenClaw. Trois mois plus tôt, ByteDance avait pourtant dû [retirer](#) son agent IA installé par défaut sur certains téléphones, notamment car des applications comme Wechat ou Taobao empêchaient son utilisation.

Cette adoption rapide laisse miroiter l'appétence chinoise pour l'IA mais aussi les risques et faiblesses des entreprises du secteur, notamment les fournisseurs chinois de services cloud et LLM qui doivent désormais justifier leurs dépenses d'infrastructure en créant de la demande.

Pour rappel, OpenClaw est un projet open-source lancé en novembre 2025 par Peter Steinberger, un développeur autrichien, qui a rejoint OpenAI en février 2026.

Semi-conducteurs : la NDRC alerte sur la hausse des prix des puces mémoires

Le 28 février 2026, le centre de surveillance des prix de la Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC) en Chine a [alerté](#) sur la hausse des prix des puces mémoires. Cette augmentation s'explique par une demande exceptionnelle liée au développement de l'intelligence artificielle. La NDRC a ainsi exprimé ses inquiétudes quant à la persistance de cette pénurie sur le marché mondial et à la poursuite de la hausse des prix, tout en recommandant de surveiller attentivement les répercussions sur les prix des produits en aval.

Retour au sommaire [ici](#)

Développement durable, énergie et transports

Environnement : adoption du Code de l'environnement chinois

La Chine a adopté son [Code](#) de l'environnement, deuxième texte juridique qualifié de « Code » après le Code civil. Composé de 1 242 articles et approuvé lors de la 4e session de la 14e Assemblée populaire nationale (APN), il entrera en vigueur le 15 août 2026.

Ce texte abroge et unifie plusieurs lois sectorielles, dont celles sur la protection de l'environnement (2014), sur la prévention et le contrôle de la pollution atmosphérique, sur la protection de l'eau et sur le contrôle de la pollution de sols, afin d'harmoniser le cadre juridique.

Le code introduit une approche intégrée de la gouvernance environnementale, couvrant la prévention des pollutions, la restauration des écosystèmes et l'économie circulaire. Il accroît la responsabilité des acteurs publics et privés, et introduit des mécanismes de soutien de la transition écologique et de la réduction des émissions, afin de renforcer l'application des normes environnementales et d'aligner la législation chinoise sur les objectifs internationaux de développement durable.

Retour au sommaire [ici](#)

Actualités locales

Delta du Yangsté : le pilier majeur des 80 clusters nationaux de fabrication avancée opérationnalise ces dispositifs

Récemment, le renforcement de clusters nationaux de manufacture avancée a été souligné à plusieurs reprises, lors du 4^e plénum du 20^e Comité central du Parti communiste chinois notamment. Ce dispositif constitue aujourd'hui un axe clé des [réflexions gouvernementales](#) pour atteindre les objectifs nationaux de production orientée vers la « [haute qualité](#) ». Plusieurs plans locaux s'y attellent également pour assurer une mise en œuvre effective, comme la municipalité de Nanjing [en février 2026](#). Pour mémoire, initiée en 2019 le ministère chinois de l'Industrie et des Technologies de l'Information avait en fin 2024, finalisé la liste de [80 clusters de fabrication avancée](#) : près d'un tiers (32,5 %, soit 26 clusters) se trouvent dans le delta du Yangtsé, et notamment dans le Jiangsu (17,5 % du total, avec 14 clusters). Le delta se distingue notamment dans les véhicules à énergie nouvelle et les produits pharmaceutiques (Shanghai), la reconnaissance vocale (Hefei, Anhui), internet (Wuxi, Jiangsu), les logiciels et services informatiques (Nankin, Jiangsu), les équipements électriques et réseaux intelligents d'énergie (Nankin, Jiangsu), les nanotechnologies (Suzhou), la sécurité des données (Hangzhou) et l'aéronautique (ensemble du delta). La publication de ces listes reflète la volonté du gouvernement central de mobiliser les provinces et les localités afin de renforcer la souveraineté de certaines chaînes de valeurs jugées stratégiques. Cette volonté se matérialise aussi des nouvelles organisations institutionnelles (instauration du système des « [capitaines de chaînes de valeur](#) ») et l'accent récemment mis sur la sécurité économique dans la [formation des cadres](#) de tous niveaux.

Sichuan : la gestion des batteries de véhicules électriques en fin de vie devient un enjeu majeur

Le Sichuan s'apprête à faire face à une première vague massive de retrait des batteries de véhicules à énergies nouvelles. Fin 2025, la province comptait 1,95 million de véhicules de ce type, et ce chiffre devrait dépasser 4 millions en 2027. Cette évolution annonce une forte hausse des batteries usagées à recycler.

[Pour les autorités provinciales, cet enjeu représente à la fois un défi environnemental et une opportunité économique.](#) L'objectif est de développer une filière complète de recyclage, réutilisation en seconde vie et valorisation des batteries, afin de soutenir l'essor de l'économie circulaire.

Le Sichuan a déjà pris de l'avance en mettant en place un cadre réglementaire spécifique et en promouvant un modèle de centre régional intégré, couvrant l'ensemble de la chaîne de traitement. La province bénéficie en outre d'atouts industriels importants : elle représente environ

20 % de la production nationale de batteries de puissance et dispose de plus de 500 points de collecte.

Toutefois, la filière reste confrontée à plusieurs difficultés, notamment l'insuffisante normalisation des circuits de collecte, l'instabilité de l'approvisionnement en batteries usagées et le manque de coordination entre les acteurs.

Dans ce contexte, le Sichuan souhaite devenir une province pilote nationale de "mine urbaine", en vue de transformer le recyclage des batteries en nouveau levier de croissance verte et industrielle.

Retour au sommaire [ici](#)

Hong Kong et Macao

Hong Kong

15e Plan quinquennal chinois : Pékin confie à Hong Kong la mission de renforcer son rôle de centre financier international

[Le chapitre 59](#) du projet de 15e Plan quinquennal chinois (2026-2030), consacré à Hong Kong et à Macao, réaffirme le soutien exprimé dans le 14e Plan quinquennal en faveur du renforcement de la compétitivité de la RAS (Région administrative spéciale). Cette stratégie prévoit notamment la consolidation du rôle de Hong Kong en tant que centre international dans les domaines de la finance, du transport maritime, du commerce et de l'aviation. Le plan soutient explicitement dans le renforcement de son rôle de hub mondial pour les activités *offshore* en *renminbi*, ainsi que de centre international de gestion d'actifs et de gestion de patrimoine. Il lui confie également de nouvelles missions dans les secteurs du négoce de matières premières, des services liés aux chaînes d'approvisionnement, ainsi que l'accélération du développement de la *Northern Metropolis*.

Le secrétaire aux Finances, Paul CHAN, a indiqué que Hong Kong détenait actuellement 1 400 Mds RMB de dépôts. Bien que la part du *renminbi* dans les échanges commerciaux demeure limitée, elle a progressé de plus de 100% au cours des deux dernières années. Le développement du marché du RMB est considéré comme essentiel pour la RAS, car il constitue un avantage distinctif que les autres grands centres financiers internationaux ne peuvent égaler.

Tensions géopolitiques : CK Hutchison réclame 2 Mds USD au Panama

[Panama Ports Company \(PPC\)](#), filiale du conglomérat hongkongais CK Hutchison Holdings Ltd., a déposé une demande d'arbitrage international contre le Panama, réclamant au moins 2 Mds USD de dommages et intérêts en raison de la « prise de contrôle illégale par l'État » des ports de Balboa et Cristobal.

Selon son communiqué publié le 6 mars, PPC a également contesté la mise en œuvre d'un décret exécutif signé le 23 février par le gouvernement panaméen, estimant que celui-ci a autorisé la saisie illégale de ses actifs et de documents protégés. PPC demande en outre la restitution de matériels propriétaires qu'elle considère comme illégalement confisqués. CK Hutchison a par ailleurs déposé un avis de différend fondé sur un traité bilatéral d'investissement, invoquant un manque de transparence et l'absence de consultation préalable à la prise de contrôle.

CK Hutchison a perdu le contrôle des deux ports le mois dernier, après leur saisie par le Panama sous la pression américaine. Ces deux ports étaient inclus dans l'accord annoncé en mars de l'année dernière, par lequel le conglomérat hongkongais s'était engagé à céder 43 installations portuaires mondiales à un consortium soutenu par le fonds d'investissement américain BlackRock Inc., pour un montant supérieur à 19 Mds USD.

Marché du travail : le durcissement des régulateurs pousse des banques à se retirer de l'introduction en bourse de Semi-Tech Group

Des contraintes en matière de personnel ont conduit Citic Securities Co. et China Securities International à se retirer en tant que coordinateurs de l'introduction en bourse (IPO) de la société de logiciels industriels [Semi-Tech Group Co.](#) à Hong Kong. Cette décision illustre la difficulté du secteur à faire face au boom des IPO, après des années de ralentissement qui ont réduit les effectifs qualifiés. Semi-Tech vise à lever jusqu'à 200 M. USD ; Haitong International, Shenwan Hongyuan et Futu Securities restent parties à l'opération.

Les régulateurs ont en effet multiplié les avertissements face à des dossiers bâclés, certains banquiers gérant jusqu'à 19 transactions simultanément. Ils ont rappelé que chaque IPO à Hong Kong exige un « principal signataire » qui doit démontrer des années d'expérience et une implication substantielle dans le conseil aux transactions, ainsi qu'avoir réussi un examen. Face à cette pression, les établissements financiers se précipitent désormais pour recruter. Pour mémoire, plus de 400 entreprises sont actuellement en attente d'introduction en bourse à Hong Kong.

Retour au sommaire [ici](#)

Macao

Diversification économique : Macao dévoile sa stratégie de développement dans le cadre des deux sessions

Dans le cadre des « deux sessions » annuelles à Pékin, [TAI Kin Ip](#), Secrétaire à l'Économie et aux Finances de Macao, a annoncé une série de mesures pour accélérer la diversification économique du Macao, en cohérence avec la stratégie nationale de développement de la Chine et en préparation du troisième plan quinquennal de Macao.

M. TAI a identifié quatre secteurs prioritaires : la médecine traditionnelle chinoise, les fintechs, les technologies, ainsi que les « MICE » (congrès, expositions, commerce, culture et sport). Il a également annoncé l'avancement du « Parc industriel de R&D en science et technologie » de

Macao. L'objectif affiché est de faire de Macao « un pôle de talents internationaux de premier plan ».

L'intégration avec Hengqin figure aussi parmi les priorités, avec notamment la création d'un terminal de fret pour l'aéroport international de Macao à Hengqin et le lancement du projet de Cité internationale de l'éducation Macao-Hengqin.

Retour au sommaire [ici](#)

Taiwan

Marché boursier : le cours du TAIEX regagne du terrain après une baisse de 9 % en réaction au déclenchement de la guerre en Iran

[L'indice boursier taïwanais de référence TAIEX](#) a enregistré plusieurs journées de recul depuis le 26 février, culminant à - 9 % le 9 mars. D'après les statistiques du Taiwan Stock Exchange (TWSE), les ventes nettes des actions locales par des investisseurs étrangers se sont établies à près de 450 Mds TWD (12 Mds EUR) pendant cette période, dont 121 Mds TWD en une journée au cours de la session du 9 mars. Parmi les sociétés cotées, la valeur de TSMC – représentant à elle-seule 40 % de la capitalisation boursière – a chuté de 9 % à 1 810 TWD le 9 mars par rapport à fin février. Le TAIEX a ensuite regagné du terrain malgré une volatilité importante, et affiche un indice en baisse de 5 % par rapport à la date de début du conflit iranien. De son côté, le [régulateur financier de Taïwan \(FSC\)](#) a indiqué que le marché boursier taïwanais demeurerait en ligne avec les tendances observées au Japon et en Corée du Sud.

Conflit au Moyen-Orient : mesures du gouvernement taïwanais de contrôle des prix de l'énergie

Le Premier ministre a annoncé en début de semaine la mise en place d'un [mécanisme](#) d'amortissement de la hausse des prix du pétrole afin de contenir le risque d'inflation. Plusieurs mesures prioritaires ont été annoncées pour assurer le maintien des prix :

- Le ministère de l'Économie activera un mécanisme spécial de stabilisation des prix pour les carburants (essence et diesel), en parallèle du mécanisme de limitation progressive des hausses. Pendant cette période, le mécanisme spécial absorbera au moins 60 % de la hausse des prix, afin de réduire l'impact des fluctuations internationales sur la vie quotidienne.
- L'ampleur de la réduction de la taxe sur les carburants sera augmentée à 50 %, la réduction passant pour l'essence et le diesel de 2 et 1,5 TWD par litre à respectivement 3,415 TWD et 1,995 TWD.
- Le ministère de l'Agriculture devra garantir un approvisionnement suffisant en engrais dans le pays, surveiller de près l'impact potentiel des fluctuations des coûts du transport maritime sur les prix finaux des engrais et poursuivre les subventions pour les carburants destinés à l'agriculture et à la pêche.

Lors de la dernière réunion du Comité central du DPP mercredi 11 mars, [la vice-Première ministre](#) Cheng Li-chun a expliqué que les mesures prises avait permis de contenir la hausse du prix du carburant à 1,5 TWD (0,04 EUR) au lieu de 5,4 TWD (0,146 EUR). La planification des importations de gaz naturel sur les mois de mars et avril avait été finalisée (22 méthaniers [selon le MOEA](#)), et était toujours en cours pour le mois de mai. Elle a

confirmé également le projet d'augmenter l'approvisionnement en provenance des Etats-Unis et de l'Australie (10 et 34 % des importations de gaz de l'île en 2025). Enfin le 12 mars, lors de la [conférence de presse](#) tenue par le Yuan exécutif, [le ministère de l'Economie](#) a indiqué que les réserves énergétiques dépassaient le seuil légal, avec au moins 90 jours de pétrole, 11 jours de gaz naturel et 30 jours de charbon. En cas de blocus prolongé par l'Iran, la compagnie publique CPC avait été mandaté pour prévoir le déploiement d'urgence et [l'acquisition de méthaniers supplémentaires](#).

[Interrogé au parlement](#) sur l'opportunité d'utiliser l'énergie nucléaire en cas de blocus dans le détroit de Taiwan, le ministre de l'Economie KUNG Ming-hsing a rappelé que Taipower devrait soumettre avant la fin du mois de mars son plan de remise en service de la centrale nucléaire de Maanshan pour une remise en opération en 2028. Néanmoins en fonction de l'état des équipements de la centrale, il n'a pas exclu que le calendrier puisse être raccourci.

Mesures tarifaires : Taïwan est visé par une nouvelle enquête tarifaire américaine aux côtés de 15 autres économies

Washington a déclaré le 11 mars ouvrir une enquête au titre de la section 301 du *Trade Act* de 1974 visant à identifier et répondre aux pratiques d'un partenaire commercial qui seraient [jugées](#) « déraisonnables, discriminatoires et qui entravent ou restreignent le commerce américain ».

Cette décision fait suite à l'annonce par Washington de nouveaux droits de douanes temporaires de 10 % pour l'ensemble de ses partenaires commerciaux en réaction au [verdict](#) d'inconstitutionnalité des tarifs « préférentiels » rendus par la Cour suprême fin février dernier. Parmi les 16 économies visées par cette enquête figure [Taïwan](#) ainsi que la Chine, l'Union européenne, Singapour, la Corée du Sud ou encore le Japon. Le secteur de l'électronique taïwanais est particulièrement ciblé dans le cadre de l'enquête 301 comme le [souligne](#) le communiqué du Bureau du représentant au commerce.

En réaction, le premier ministre CHO Jung-tai a déclaré que Taïwan se trouve dans une position relativement avantageuse en raison de conditions favorables définies dans l'accord commercial US-Taïwan. La porte-parole du gouvernement Michelle LEE a quant à elle [affirmé](#) que l'enquête ne devrait pas avoir d'incidence sur les conditions obtenues dans le cadre de l'accord commercial, rappelant que celles-ci ont été accordées en échange d'un meilleur accès au marché taïwanais pour les voitures, le porc et le bœuf américains. Néanmoins, d'après le représentant au commerce américain Chris Greer, en fonction du résultat de l'enquête, Washington pourrait imposer de nouvelles mesures tarifaires en dépit d'accords commerciaux préalablement signés.

Washington tiendra des audiences [à partir du 5 mai en vue de conclure l'enquête avant l'expiration des nouveaux droits de douanes le 1^{er} juillet](#). En amont, le représentant américain au commerce [consultera](#) les gouvernements des économies visées par l'enquête 301.

Pour rappel, Taïwan et les Etats-Unis sont parvenus à la signature d'un accord commercial fin janvier qui plafonne à un maximum de 15 % les droits de douane sur les exportations taïwanaises à destination des Etats-Unis tout en exonérant les produits TIC qui représentent 76 % du total. L'accord commercial, qui doit être soumis au vote du Parlement taïwanais, n'a toujours pas été examiné à ce jour.

Retour au sommaire [ici](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Pékin

christian.gianella@dgtresor.gouv.fr, kevin.besancon@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pékin

Abonnez-vous : louis.stos@dgtresor.gouv.fr